



QUAND TOUS LES BOULANGERS AURONT CREVÉ...

Par Natacha Polony

Un, puis deux, puis trois... On ne compte plus les boulangers qui appellent au secours face à l'explosion de leur facture d'électricité. Tel a vu la sienne passer à 12 000 € par mois. Tel autre à 20 000... « *Si je paie ma facture, explique l'un d'eux, je ferme fin janvier.* » Bien sûr, les temps sont durs pour tout le monde. Bien sûr, les verreries sont déjà à l'arrêt, comme certaines conserveries, et d'autres secteurs suivent. Les anciens contrats d'énergie sont arrivés à échéance, et c'est maintenant que tombe la douloureuse. Mais les boulangeries ne sont pas exactement des entreprises comme les autres. Elles sont très souvent le dernier commerce, quand tout a déserté, quand tout a fermé, quand les villages sont morts et les habitants isolés. Les boulangeries sont des lieux indispensables de sociabilité, comme autrefois les bistros.

On entend déjà les adeptes du commentaire économique bon teint : voyez ce nouveau réflexe, chacun se mobilise pour ses intérêts catégoriels. Pourquoi aider les boulangers plutôt que les bouchers ou les cimentiers, c'est de l'assistanat, et, si on aide tout ce monde-là, on creuse la dette – ce que d'ailleurs ne manque pas de faire depuis trois ans Emmanuel Macron, le supposé « Mozart de la finance », dès qu'une hausse des prix ou une difficulté quelconque menace de faire resurgir des « gilets jaunes ». Certes. On voit mal en effet où nous emmène une politique dont on comprend bien qu'elle ne sert qu'à acheter la paix sociale sans jamais préparer l'avenir, c'est-à-dire bâtir (pour reprendre la nouvelle métaphore élyséenne), ou plutôt rebâtir l'outil productif français. Les Allemands, eux, ont fait le choix de financer massivement leurs entreprises, considérant que l'urgence était de les empêcher de fermer sous le coup de factures énergétiques délirantes.

Mais il faut écouter un peu plus longuement les boulangers en difficulté pour comprendre les mécanismes mortifères qui ont conduit la France dans cette situation de délitement généralisé, dont les plus fragiles vont payer le prix fort. Premier point, pas un artisan ne comprend comment est déterminé le tarif de l'électricité et pourquoi certains peuvent rester à 14 € le kilowattheure quand d'autres passent à 130. Enfer kafkaïen où la couleur du compteur, bleu pour les plus faibles consommations, jaune dès qu'on dépasse un certain volume, détermine si l'on sera protégé avec une hausse limitée à 15 % ou si l'on va basculer dans le cauchemar. Traduit autrement, cela signifie que celui qui, pour économiser de l'énergie et répondre aux injonctions environnementales, a changé son four à gaz pour

un four électrique, se retrouve piégé. Piégé par quoi ? Par la dérégulation du marché de l'électricité, voulue par tous les décideurs et leurs soutiens médiatiques depuis trente ans. Cette fausse concurrence, qu'il fallait créer de toutes pièces pour complaire à une Union européenne empressée de casser les monopoles d'État, a fait surgir des revendeurs d'énergie qui sont allés démarcher les artisans en leur faisant miroiter des contrats moins chers que ceux d'EDF, alors même que c'est bien à EDF qu'ils achetaient leur énergie. Aujourd'hui, ils préfèrent revendre pour des fortunes sur les marchés cette électricité achetée à prix coûtant à EDF sur ordre des pouvoirs publics et chassent donc leurs petits clients, devenus inintéressants. À la fin, c'est le contribuable qui paiera cette grande mascarade.

Un jeune boulanger qui s'installe et achète son fonds de commerce, très souvent, ne se paie pas de salaire pendant les deux ou trois premiers mois. Puis il trime. Lever à 2 heures du matin. Et des journées de douze, de quinze heures. Et le stress pour payer en fin de mois le salaire des vendeurs, des apprentis. Telle est la vie d'un petit artisan en France. Moralité, quatre cents boulangeries disparaissaient chaque année avant même la crise actuelle.

« *On est devenu un pays où travailler est une peine, dit l'un d'eux. On est devenu esclaves de nos commerces.* »

Bien sûr, les médias vont s'émouvoir de voir passer la baguette ordinaire à 1 €, la tradition à 1,25 €. Le prix du pain, ce vieux symbole. Pendant ce temps, les consommateurs iront dans la grande distribution, qui peut importer de Pologne des baguettes réfrigérées et réchauffées

“BÂTISSEURS”, DIT LE CHEF DE L'ÉTAT ? RIEN N'AURA ÉTÉ FAIT POUR SAUVER LES ARTISANS D'UNE CONCURRENCE DÉLOYALE ORGANISÉE.

sur place pour contourner le décret de 1993 qui interdit la congélation. Le mécanisme est le même dans tous les secteurs d'activité : tant que l'on peut faire venir d'ailleurs des produits à bas coût, toute lutte contre l'inflation à coups d'aides à la consommation bénéficie à des entreprises basées en Chine ou en Europe de l'Est. La grande distribution se frottera les mains. Et les boulangers ruinés viendront chercher des emplois comme réchauffeurs de pain dans ces hypermarchés qui les auront tués. Leurs employés, eux, resteront sur la touche. Destruction de savoir-faire, paupérisation, chômage. Mais à bas bruit. Un par-ci, un par-là. Ouf, on aura échappé à la révolte façon « gilets jaunes » ! On pourra continuer la comédie. Bruno Le Maire et Olivia Grégoire pourront retourner visiter des boulangeries devant les caméras. On se félicitera que la baguette soit au patrimoine immatériel de l'Unesco alors même que les Français n'auront plus que des boulangeries franchisées et du pain d'hypermarché. Quant au reste, artisans, commerces, industrie, rien n'aura été fait pour les sauver de cette concurrence déloyale organisée. « Bâtisseurs », nous dit Emmanuel Macron ? Monsieur le président, on ne bâtit pas avec du sable, encore moins avec de la poudre de perlimpinpin. ■